

LES ÉTATS-UNIS ET LE MONDE ARABO-ISLAMIQUE

Depuis les attentats du 11 septembre 2001 et dans un contexte marqué par une immense crise économique, financière, politique et morale, les États-Unis sont intervenus en Afghanistan contre Al-Qaïda et ses alliés talibans, puis contre l'Irak de Saddam Hussein.

Dans le même temps on assiste depuis 2004-2005, à une nouvelle posture géopolitique et à un redéploiement mondial des forces américaines. Mais depuis le choc des « révolutions arabes », le Moyen-Orient est redevenu un problème majeur de la politique américaine avec la redéfinition d'une politique d'endiguement de la vague islamiste. Elle déstabilise en effet tous les équilibres politiques précédents dans les pays d'Orient, fondés sur deux piliers complémentaires : le contrôle de la vie politique par des régimes autocratiques et celui de la société par des partis religieux financés par l'Arabie Saoudite.

Il nous a semblé utile de reproduire un article sur le Contrat de Rome (Cirta n°1 de Février 1996) et de l'actualiser avec notes et références à quelques ouvrages importants pour éclairer la politique américaine et française sur la « révolution arabe ».

Le FIS dans la stratégie américaine en Algérie.

Depuis la dislocation de l'ex-URSS et la guerre du Golfe, les États-Unis doivent assumer seuls, la stabilité d'un Moyen Orient élargi, du Golfe à l'Iran, de l'Égypte aux Républiques musulmanes d'Asie Centrale, du Caucase et des Balkans (Bosnie). D'où la priorité accordée à la solution de l'éternel conflit israélo-arabe, par l'élargissement du processus de paix initié à Camp David en 1979 et aux Palestiniens en 1994, en attente de l'accord des Syriens. Cependant Israël restera l'allié privilégié, plus encore après son intégration dans le nouveau Moyen Orient avec la Turquie appelée à redevenir la puissance ottomane du XIX^e siècle. La menace communiste ayant disparu, c'est désormais le radicalisme islamique qui émerge comme le facteur majeur de déstabilisation en Égypte, en Turquie, Syrie, Jordanie et la péninsule arabique, de façon plus affirmée depuis la Conférence islamique de Khartoum, en 1995.

Dans cette politique générale, l'Algérie n'occupait qu'une place secondaire, malgré le réchauffement des relations diplomatiques entre les deux pays, suite au voyage de Chadli aux États-Unis. L'intérêt pour l'Algérie devient plus grand après 1988, par suite de quelques faits marquants : la victoire du FIS aux élections locales de 1990 et aux législatives de 1991, la crise du régime algérien depuis la destitution de Chadli jusqu'à la désignation du général Zeroual comme « Président d'État », l'adoption de la nouvelle loi en 1992 sur les hydrocarbures, qui a libéralisé le marché algérien et permis aux sociétés américaines de s'implanter fortement au Sahara. Dès la fin 1993, le *Washington Post* et le *Los Angeles Times* révélaient en s'appuyant sur des sources sûres que les États-Unis s'attendaient à un effondrement du régime algérien « dans les dix-huit mois à venir ». À la base de cette affirmation, la certitude d'une prochaine dislocation de l'État-Armée, suite à la conjugaison de trois facteurs : la situation de non-paiement de l'Algérie vis à vis de ses créanciers, une grave crise économique et l'entrée dans la lutte armée des islamistes.

C'est après l'arrivée de Bill Clinton à la Maison Blanche que le tournant est pris dans l'approche de l'islamisme au Maghreb et au Moyen Orient. Pour éviter que le FIS une fois au pouvoir ne transforme l'Algérie en second Iran doté de la puissance nucléaire, (grâce à un transfert des technologies des républiques musulmanes de l'ex-URSS), il ne fallait plus considérer tous les islamistes comme des adversaires et s'entendre avec les plus modérés.

Cette orientation valable pour l'Algérie et pour tout le monde musulman a été clairement exposée par le sous secrétaire d'État Robert Pelletreau, ancien ambassadeur au Proche-Orient et ami des monarchies pétrolières. Il expliqua, en mars 1994, à la Commission des Affaires du Sénat, puis à la Chambre des représentants, que l'arrivée au pouvoir du FIS en Algérie, dominé par une tendance modérée, ne constituait pas une menace pour la Tunisie et le Maroc. Anthony Lake, conseiller en politique étrangère de Clinton recommanda dans une Conférence prononcée à Washington, le 17 mai 1994, de rechercher une entente entre Liamine Zeroual et les islamistes. Cette stratégie a été précisée dans un rapport «Top Secret » sur l'Algérie, rédigé en juin 1994 et soumis au Conseil de sécurité américain.

« Ses rédacteurs préconisaient un partage du pouvoir entre une frange de l'armée algérienne et le FIS. L'essentiel, estimaient-ils, consiste à mettre fin à l'instabilité politique en Algérie, nuisible à terme aux intérêts américains et de barrer la route aux radicaux islamistes du GIA. Ces derniers étant considérés comme manipulés par l'Iran via le Soudan. »

Dans ce contexte, le FMI est intervenu pour imposer les choix de la diplomatie américaine à Zeroual. En avril 1994, il signe un accord, assorti de sévères mesures d'ajustement structurel. En juin 1994, il consent un rééchelonnement de la dette extérieure algérienne (estimée à 26 milliards), allégeant de 5 milliards les remboursements immédiats, en vue d'inciter Zeroual à négocier avec « l'opposition » réunie à Rome, en novembre 1994. Par ailleurs, Anouar Haddam est un joker très précieux pour mener cette politique à Rome. Ce dignitaire, élu député de Tlemcen au premier tour, est issu d'une famille de notables — son oncle Tijdini Haddam a été recteur de la Mosquée de Paris. Docteur es-sciences formé dans les universités américaines, il est très proche d'Ali Belhadj et le porte parole du GIA. Ainsi s'explique le quasi-statut diplomatique que lui a accordé Washington :

« Anouar Haddam campe littéralement au Département d'État et dans les bureaux des membres du Congrès » admet un haut fonctionnaire. Car au sein du State Department, nombreux sont ceux qui, comme Robert Pelletreau, secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient et ex-ambassadeur en Tunisie, estiment que le mouvement islamiste est une lame de fond qui a des racines populaires et avec lequel il vaut mieux commencer à traiter dès aujourd'hui ».

C'est dans ces conditions que Washington charge le Vatican de préparer Rome I et Rome II et, au lendemain du 13 janvier, Michel Mac Curry, porte parole du département d'État trouvera l'accord « intéressant ». De son côté, James Baker, candidat républicain aux élections présidentielles de 1996, justifiera le soutien apporté par son pays au FIS en distinguant les intégrismes :

« L'Arabie saoudite est incontestablement un État musulman intégriste, et pourtant c'est à la fois un ami et un pays important pour les États-Unis. J'irai même plus loin : il n'y a pas de pays musulman plus intégriste que l'Arabie saoudite, et pourtant elle a elle-même des problèmes avec d'autres intégristes.

Il convient donc à mon avis de distinguer entre l'intégrisme extrémiste - c'est-à-dire un mouvement qui est catégoriquement hostile à l'Occident, à l'économie de marché, aux valeurs démocratiques - et le reste... Nous ne devons nous opposer à l'intégrisme que dans la mesure exacte ou nos intérêts nationaux l'exigent ».

C'est enfin Robert Pelletreau qui explique le rôle essentiel joué par les États-Unis dans la création du Front de Rome et sa critique de Zeroual, pour son refus de négocier :

« Nous nous sommes employés à promouvoir un dialogue entre le pouvoir et les principaux partis d'opposition, ce qui à notre avis offre une meilleure perspective pour une solution non violente... Cette stratégie offre la meilleure chance de renforcer les ailes pragmatiques du mouvement islamiste

et de marginaliser les extrémistes les plus violents. En communiquant nos points de vue aux parties concernées, nous leur avons demandé de renoncer à la violence et de dénoncer la terreur.

Nous nous sommes sentis encouragés par la plate forme signée par les principaux partis d'opposition à Rome au mois de janvier. Cela devrait servir de point de départ à des discussions avec le régime. Le rejet catégorique de cette initiative par le gouvernement est regrettable ».

La confrontation

En Janvier, la coalition du Front de Rome paraît très solide. À Paris, si le ministre de l'intérieur Charles Pasqua préconise un soutien politique et « technique » accru à l'Algérie, au Quai d'Orsay et à la Défense, Alain Juppé et François Léotard, par crainte du terrorisme en France, ne sont pas hostiles à l'accord de Rome. En mars, chacun des 3 F (FLN, FIS, FFS) miné par des dissensions internes, cherche à jouer son propre jeu, dans le dialogue ouvert par Zeroual. Le pouvoir ayant refusé de négocier sur la base de la plate-forme de Sant'Egidio, les « Romains » tiennent un meeting le 9 juin, salle Harcha à Alger. Leur but est de renforcer leur cohésion et inscrire leur démarche dans le cadre de l'offensive diplomatique américaine pour une solution négociée en Algérie. Fin Juin, la négociation engagée semble aboutir.

* À Halifax (Canada), les leaders des sept pays les plus riches et Boris Eltsine réunis pour un sommet des 7 +1 appellent le gouvernement algérien et l'opposition la « réconciliation politique par la voie d'un dialogue pacifique et d'un véritable processus électoral ».

* À Naples (15-16 Juin), le comité méditerranéen de l'Internationale Socialiste qui a pris connaissance du long plaidoyer de Aït Ahmed adopte une résolution appelant à une solution négociée entre le pouvoir et « l'opposition ». C'est cette solution que Lionel Jospin, le parti socialiste et des dizaines de journalistes et d'universitaires défendront, à l'inverse du PCF et de la CGT qui soutiennent les « républicains » (Saïd Saadi) et Benhamouda, le secrétaire général de l'UGTA, rallié à Zeroual.

* la défaite de Balladur-Pasqua et l'élection à la présidence de Jacques Chirac, laissent croire qu'Alain Juppé, (en désaccord avec Pasqua, favorable à Zeroual), allait adopter la position de David Johnson, porte parole du département d'État, pour lequel la plate forme de Rome :

« représente un apport sérieux pour contribuer à lancer un processus pouvant amener à une solution non violente ». Mieux encore, les États-Unis souhaitent que la réunion soit « suivie de mesures concrètes, de la part de tous ceux qui sont concernés, pour réduire le niveau de la confrontation ». Il reste que la position américaine, qui tranche singulièrement avec la position française, constitue une invitation claire au pouvoir à accorder une réponse positive à la démarche initiée par l'opposition de Rome ».

À partir de Juillet, les partisans du Front, regroupés en un véritable lobby, mènent campagne pour « une solution négociée » en Algérie. Impulsée par des journalistes (José Garçon, très proche d'Aït Ahmed qui écrit dans *Libération*), des politologues (Bruno Etienne), des islamologues (François Burgat) et l'historien surmédiatisé, Benjamin Stora, la campagne qu'ils mènent pour soutenir l'accord de Rome, sature le champ de l'édition, des revues, des quotidiens, des radios et télévisions, au point de brouiller tous les repères et d'entraîner l'adhésion du parti socialiste, d'organisations démocratiques proches et de larges cercles d'intellectuels de gauche. Avec le développement des attentats et jusqu'à la veille du scrutin, ces activistes du lobby romain amplifieront une campagne fondée sur quelques idées force :

- les « 3 Fronts » représentent les trois facteurs composant l'identité algérienne : le nationalisme arabe, l'islamisme et la berbéricité ;
- l'Algérie connaît une « seconde guerre » et le terrorisme va se développer en France, comme en 1960, du fait du soutien apporté par Paris à Alger ;
- le Front de Rome, présenté comme un néo GPRA, est la seule alternative démocratique au pouvoir militaire pour deux raisons : sa représentativité électorale et la seconde légitimité que lui procure son soutien à la lutte armée, présentée comme une deuxième guerre de libération,
- la négociation s'impose enfin pour mettre fin à la violence et le retour au processus électoral permettra au peuple algérien de se doter d'institutions démocratiques.

L'impuissance du FIS-AIS-GIA à perturber la campagne électorale et le vote significatif des citoyens, dans l'immigration et en Algérie en faveur de Zeroual (1), ont porté un coup fatal au « Front de Rome ». Le Vatican s'est vite défaussé. Le FLN menacé d'implosion a demandé l'*aman* et n'aspire plus qu'à devenir sous des habits nouveaux, le parti du président. Le FIS ne parle plus de « mascarade », reconnaît Zeroual et condamne la violence, mais sans dissoudre l'AIS. Le FFS, régulièrement conduit à la défaite par son Zaïm *historique*, est entré dans une crise profonde. Les Américains ayant pris acte du rejet par la population du contrat de Rome, ne réclament plus de Zeroual le retour au processus électoral, mais le somment de préparer de nouvelles élections législatives.

Il reste qu'une série de questions se posent, en particulier sur la position adoptée par le parti socialiste, la gauche et les « intellectuels », acceptant de suivre sans trop de déchirements les « spécialistes », alignés sur la politique américaine faisant du FIS qui maintient pourtant dans des maquis, sa branche armée, l'AIS et applique la charia dans les municipalités qu'il dirige, un parti islamique modéré, analogue aux partis de la démocratie chrétienne en Europe. Sans trop s'interroger sur les répercussions qu'entraînerait en France, en Afrique du Nord, dans le bassin méditerranéen et en Europe, la proclamation d'une République islamique en Algérie, affiliée à l'organisation de la Conférence islamique (OCI) de Khartoum.

JACQUES SIMON

Décembre 2011

Note

1. En France, la participation électorale a été très forte : on l'a estimée généralement à plus de 67%. Les résultats officiels électoraux donnent la première place à Liamine Zeroual (52,42 %) et la deuxième à Saïd Saadi du RCD (28,59 %), ce qui souligne le poids de l'immigration d'origine kabyle chez les Algériens, étrangers ou binationaux en France. L'islamisme politique dans son expression *modérée*, n'arrive qu'en troisième position, preuve de son influence relative, malgré les pressions énormes des autorités consulaires.



Pour en savoir plus :

G.E. Fuller. *Algérie : l'intégrisme au pouvoir*, Banon, 1997 ; William B.Quandt. *Société et pouvoir en Algérie*, Casbah, 1999 ; Zbigniew Brzezinski. *Le grand échiquier. L'Amérique et le reste du monde*, Pluriel, 2000 ; Stephen Zunes. *La poudrière. La politique américaine au Moyen-Orient et les racines du*

terrorisme, Paragon, 2002 ; François Heisbourg. *La fin de l'Occident ? L'Amérique, l'Europe et le Moyen-Orient*, Odile Jacob, 2005 ; Mathieu Guidère. *Le choc des révolutions arabes*. Autrement, 2011.